

Recherche de l'adéquation entre formation et emploi

• GUENDOUZ Amina

Résumé

Dans le cadre de notre bref exposé, nous allons nous limiter à faire quelques remarques à propos de la cohérence entre l'emploi et la formation en Algérie, dans l'espoir d'inciter les spécialistes de la question et les honorables chercheurs de donner plus d'éclairage sur le sujet au cours des débats ou à d'autres occasions. Notre modeste contribution sera basée sur quelques éléments de réflexion en ce qui concerne la recherche des facteurs devant permettre de moduler la formation aux conditions du marché de l'emploi, sachant que cette question est devenue une préoccupation à laquelle est confrontée l'université algérienne. C'est donc à la problématique suivante que nous allons essayer de trouver quelques pistes d'exploration pour arriver à une adéquation entre une offre constituée de cadres et profils issus des différentes cohortes de sortants et diplômés de l'université et un marché du travail restreint et aux besoins difficiles à cerner.

الملخص :

في إطار بحثنا المختصر هذا، سوف نكتفي بالتطرق إلى بعض النقاط الخاصة بالتوافق بين العمل والتكوين في الجزائر، أملاً منا في تحفيز الأخصائيين و الباحثين في هذا المجال، بالإضافة إلى تسليط الضوء على هذا الموضوع من خلال نقاشات ومناسبات أخرى، ومشاركتنا المتواضعة ستركز على بعض عناصر التفكير فيما يخص البحث عن العوامل التي تمكننا من تكييف التكوين الجامعي حسب ظروف الشغل، الذي أصبح الشغل الشاغل الذي تواجهه الجامعة الجزائرية، إذن هذه هي الإشكالية التي سوف نحاول تفسيرها للوصول إلى معادلة بين العرض المشكل من إطارات وفئات شبابية حاصلة على شهادات جامعية و سوق عمل مبسطة وباحتياجات يصعب حصرها.

*قندوز أمينة، أستاذة مساعدة قسم "أ"، جامعة المدية، california04mimii@yahoo.fr

L'introduction

La recherche des facteurs devant permettre de moduler la formation aux conditions du marché de l'emploi est devenue une préoccupation à laquelle doit répondre l'université algérienne. C'est à la problématique d'une adéquation entre une offre constituée de cadres et profils issus des différentes cohortes de sortants et diplômés de l'université et un marché du travail aux besoins difficiles à cerner.

En effet, l'université algérienne est aujourd'hui à la croisée des chemins pour s'inscrire dans une démarche nouvelle qui tient compte des nouvelles qualifications exigées par l'économie et les cursus d'enseignement à dispenser aux étudiants à même de leur permettre d'acquérir les compétences nécessaires.

Il s'agira donc de trouver les mécanismes à mettre en place pour faciliter l'insertion des sortants du système supérieur dans le marché du travail en leur donnant les qualifications suffisantes de leur employabilité dans leurs postes d'emploi.

Le système LMD dont les résultats n'ont pas encore fait l'objet d'évaluation, est supposé permettre de satisfaire aux nouvelles conditions imposées et des changements induits par la conjoncture économique nationale marquée par une plus grande ouverture sur l'Extérieur, C'est donc la problématique que nous allons nous répondre c'est : **Emploi-formation : quelle adéquation?**

I. L'université et l'environnement

Ironie du sort, qui suscitent la controverse sont les changements dans l'environnement politique et économique, tant au niveau local ou au niveau international, au niveau mondial a entraîné la domination d'un seul pôle c'est le pôle libéral, et parmi ses caractéristiques : la mondialisation, qui est connue par l'économie libre, et au niveau local l'entrée de l'Algérie dans l'économie de marché et l'abandon de l'économie planifiée, ces changements doivent s'adapter à d'autres institutions de l'État et surtout l'université, car elle est considérée comme un fournisseur réel que soit du côté ressources humaines ou en recherches scientifiques et cela aussi pour enrichir l'environnement extérieur, sauf que l'université algérienne est encore restée jusqu'à maintenant sans

adaptation avec l'environnement, car il existe maintenant une grande fissure entre l'université et son environnement soit économique ou administratif.

Et dans l'économie, l'université ne connaît pas ses besoins ni de moyen ni de long terme du côté formation et recherches scientifiques et les services qu'il lui faut.

Et la relation entre l'université et l'administration locale, elle est restée jusqu'à maintenant vue de l'administration (l'université) comme un outil à objectif politique et non comme un outil de développement de l'environnement, et pour cela il faut revoir et d'une façon radicale cette relation pour qu'elle aura un rôle qui s'adaptera avec l'environnement visé.¹

I.1 Analyse de l'environnement externe

L'état de l'enseignement supérieur en Algérie a été touché par une panoplie de problèmes économiques et sociaux : un faible taux de scolarisation à tous les niveaux ; les infrastructures institutionnelles délabrées ; l'enseignement supérieur bénéficie d'un soutien économique, politique et logistique insuffisant de la part des gouvernements africains et des entreprises ; un faible soutien de la part du secteur privé et une culture de non contribution privée aux universités ; des relations non- étroites entre les universités, l'industrie, les gouvernements et les secteurs sociaux et productifs de l'économie ; et les problèmes de capacité humaine comme le vieillissement des professeurs d'université et la « fuite des cerveaux. »

Il existe globalement une tendance vers le développement rapide des TIC et la création des réseaux de production et de diffusion des connaissances. Cependant, le fossé entre l'Algérie et les pays industrialisés dans le domaine des TIC et des activités portantes sur la Recherche et le Développement (R&D) continue d'élargir. En général, le continent est à la traîne en ce qui concerne la révolution mondiale des technologies de l'information et de la communication. Les établissements d'enseignement supérieur sont mal préparés et mal équipés pour jouer un rôle de leadership en raison du développement inadéquat de leur propre infrastructure d'information.

Au même moment, les conflits et les guerres continuent d'accélérer l'exode des cerveaux et de perturber les travaux académiques. Le maintien des régimes répressifs, la restriction de la liberté d'expression et la culture de la corruption constituent des contraintes à la production et à l'application des

connaissances et freinent le développement socio-économique. Cela souligne un besoin pour une plus grande autonomie des établissements d'enseignement supérieur en Algérie, ainsi que la coopération entre eux dans les domaines de la formation et de la recherche, l'échange du personnel universitaire et des étudiants et des réformes harmonisées des programmes d'études.²

II. La relation entre la formation et l'emploi.

II.1 Offres de formation et monde du travail.

Le passage du « programme de formation » à celui de « l'offre de formation » marque un changement d'attitude de la part des universités.

En effet³, dans l'optique des programmes de formation, les universités sont dans « leurs tours d'ivoire » et conçoivent des modules de formation en précisant leur articulation et leurs volumes horaires ; dans cette dispensation, il existe très peu de liens entre le monde du travail et les universités ; - dans l'optique des offres de formation, les universitaires considèrent que leurs « clients » se trouvent dans le monde du travail qui comprend : l'administration publique (fonction publique centrale et déconcentrée ; collectivités locales ; établissements publics à but non lucratif ou non), entreprises privées, organisations non gouvernementales (ONG) et organismes internationaux. Dans cette perspective, les universités doivent concevoir des programmes de formation pertinents, en l'occurrence des offres de formation qui répondent aux attentes des différents segments de la clientèle constituée par le monde du travail (ou monde socio-professionnel). Cette attitude a conduit les universités à mettre en place des organes de concertation universités-monde du travail.

II.2 La spécialité de formation

Depuis de nombreuses années, l'un des objectifs des politiques éducatives est de développer les formations afin de permettre au plus grand nombre de poursuivre des études et de répondre aux attentes du système productif. Cet objectif national est aujourd'hui largement transposé au niveau européen. La spécialité de formation est supposée déterminante ici pour accéder à un emploi de spécialité similaire. Cette hypothèse souvent qualifiée « d'adéquationniste » est largement discutée. Être formé dans une spécialité de formation n'exclut pas de travailler ensuite dans une autre sans que cette inadéquation soit nécessairement pénalisante. Dans les faits, quelle que soit la

mesure de l'adéquation entre spécialité de formation et spécialité d'emploi utilisée et le type de formation, celle-ci concerne rarement plus de 50% des jeunes d'une génération, même cinq années après leur sortie du système éducatif. Certaines formations professionnelles demeureraient donc en grande partie transférables. En d'autres termes, ces formations ne sont pas aussi « spécifiques » à un domaine de spécialité d'emploi que ne le donne à penser l'hypothèse adéquationniste. Dans ce contexte, il semble important de préciser le rôle des différentes spécialités de formation au cours de l'insertion professionnelle. C'est l'objectif de cet article qui propose une analyse fondée sur une enquête représentative des sortants du système éducatif de la génération 98 observés pendant leurs trois premières années de vie active. L'étude se focalise sur les formations professionnelles pour lesquelles la spécialité de formation prend tout son sens. Les autres formations ont, en effet, en théorie au moins, une vocation plus générale.

Dans un premier développement, les éléments théoriques essentiels qui explicitent le rôle, ou plutôt les différents rôles de la spécialité de formation, sont exposés.

Dans la section suivante, les déterminants de l'adéquation entre spécialité de formation et spécialité d'emploi sont examinés en fonction des spécialités et de différents éléments caractérisant l'individu et l'emploi occupé.

Si autant d'individus ne travaillent pas dans leur spécialité de formation c'est probablement, en partie au moins, parce qu'ils n'y trouvent pas d'avantage particulier. Dans ce domaine, le rendement salarial de la spécialité de formation joue un rôle essentiel. Ainsi, l'étude des salaires fait l'objet de la troisième section.

L'impact de chaque spécialité de formation sur le salaire est susceptible d'emprunter deux voies. La première est indirecte. Il s'agit du rendement de l'adéquation entre spécialité de formation et spécialité d'emploi qui diffère selon la spécialité et d'autres déterminants de l'adéquation évoqués plus haut. Ce rendement « indirect » via l'adéquation caractérise la formation professionnelle que nous qualifierons de « spécifique » car celle-ci est valorisable uniquement dans un emploi de même spécialité. *A contrario*, l'effet direct de la spécialité de formation sur le salaire estimé *ceteris paribus*, c'est-à-dire indépendant de la spécialité d'emploi et de l'adéquation, reflète le

contenu transférable des spécialités de formation professionnelle. La dernière section synthétise et commente les estimations de ces différents impacts des spécialités sur le salaire.

La conclusion, confronte les résultats aux différentes hypothèses théoriques, afin d'éclairer le rôle de la spécialité de formation. Les constats effectués amènent à relativiser l'hypothèse adéquationniste en précisant les politiques éducatives qui en découlent.⁴

II .3 Une difficile adaptation du système éducation – formation au monde du travail

L'université a toujours constitué le lieu fondateur, fédérateur et formateur de la société. C'est elle qui prépare, accompagne et anticipe le changement. Plus que jamais l'adaptation du système d'éducation et de formation est urgente et impérieuse. Elle doit tenir compte des mutations en cours, en fonction des exigences de l'économie nationale en facilitant et en accélérant son insertion dans l'économie mondiale.

En règle générale, la mission que s'assigne l'université dans ses différentes composantes vise à la fois une scolarisation des individus et le développement du sentiment de leur appartenance à la société. Il s'agit en somme pour abonder dans le sens de Alain MICHEL de « s'assurer que chaque étudiant sortant du système éducatif dispose d'une trousse d'outils intellectuels lui permettant de maximiser ses chances d'insertion dans la vie en société » Dans cet ordre d'idées, le système éducatif sous la pression de divers facteurs a fait l'objet de réformes successives pour favoriser son adaptation aux nouvelles exigences politiques, économiques, sociales et technologiques.

Ces réformes posent la nécessité de passer d'une logique de l'enseignement à une logique de l'apprentissage ou l'élève doit être au centre du système éducatif. Pour l'essentiel l'adaptation des programmes et leur contenus aux nouvelles exigences de libéralisation de l'économie et de démocratisation de la société, l'introduction des méthodes pédagogiques et de moyens didactiques nouveaux et une politique cohérente et ordonnée de formation des formateurs constituent les axes majeurs de cette réforme.

Dans le même temps, la formation supérieure est également interpellée. L'impact des réformes successives qui ont touché ce secteur ont amené le

système universitaire à connaître des mutations profondes sur une période très courte.

C'est un lieu commun de dire que le développement de la formation supérieure a entraîné une série de conséquences qui se traduisent par un encadrement de rang magistral insuffisant et des méthodes d'enseignement inadaptées.

Si jusqu'à une date récente, le marché du travail a permis l'absorption de la quasi totalité des diplômés, sans que les profils de qualification ne répondent aux exigences de qualification requises, il y a lieu de constater que les diplômés trouvent de plus en plus des difficultés à trouver un emploi. Plus précisément encore ces dysfonctionnements sont exacerbés du point de vue de l'adéquation avec l'emploi. Une étude sur l'insertion professionnelle des diplômés montre les difficultés pour ceux –ci d'être opératoires au moment de leur recrutement.(5)

II.4 La formation et l'emploi en Algérie

Depuis l'indépendance de l'Algérie Les universités ont fait des efforts considérables pour faire face à la massification – 8000 milles d'étudiants aujourd'hui (sur un total de 1.2millions d'étudiants dans l'enseignement supérieur) – en développant des formations qui favorisent l'insertion professionnelle des étudiants. On ne le souligne pas assez, elles contribuent très largement à travers leurs filières non sélectives à l'intégration sociale de nos concitoyens issus de toutes les minorités sociales. Elles sont un lieu de savoir et d'excellence où se développent la recherche et la production de connaissances qui font de l'Algérie une nation respectée au sein du concert des nations.

Toutefois, le service public de l'enseignement supérieur doit avoir davantage le souci de l'insertion professionnelle et du devenir des étudiants dont l'État lui confie la charge. Les taux d'échec dans certaines filières, ou l'existence d'effectifs importants dans des filières avec très peu de débouchés, constituent un gâchis humain et fragilisent l'ensemble de notre système d'enseignement supérieur. alors on doit arriver par tout les moyens a donner des propositions, et les propositions que nous formulons c'est de créer une commission qu'on appellera « Université-emploi » visant à réduire

drastiquement les taux d'échec en redéfinissant les procédures d'orientation pré – et post-bac et à améliorer la dimension professionnelle des formations universitaires par le rapprochement durable de l'université et du marché de l'emploi.⁵

Alors L'université algérienne dispense des formations qui ne sont pas adaptées aux besoins du marché national de l'emploi. Plusieurs experts, enseignants universitaires, chercheurs et économistes ont dressé ces dernières années ce constat amer. Mais cette fois-ci, c'est le secrétaire général du Syndicat national des enseignants universitaires, Messaoud Amarna, qui est monté au créneau pour réclamer des changements et une nouvelle stratégie.

En effet, cet enseignant syndicaliste a reconnu qu'il est devenu aujourd'hui urgent et nécessaire d'adapter les offres de formation universitaire aux besoins du marché de l'emploi. Faute de quoi, l'université algérienne continuera à former des chômeurs diplômés dont la formation ne correspond en rien aux besoins des entreprises qui activent dans divers secteurs. Dans ce sens, Messaoud Amarna a estimé qu'il était nécessaire d'établir des ponts entre l'université et les opérateurs économiques et sociaux. Le secrétaire général de ce mouvement syndical affilié à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a affirmé également que la question d'ouvrir l'université sur l'environnement économique, social, politique et culturel était décisive et vitale.

Il est à souligner que plusieurs chercheurs universitaires ont estimé que la crise de l'université algérienne est née en premier lieu de l'absence d'une politique de l'enseignement supérieur qui fixe les priorités et les missions de l'université en rapport avec les besoins sociaux, économiques et culturels de notre société. "La seule et unique préoccupation des pouvoirs publics depuis un certain nombre d'années reste la gestion des flux d'étudiants qui est une conséquence de la massification de l'enseignement supérieur en Algérie", avait dénoncé récemment Farid Cherbal, Enseignant chercheur à l'USTHB, qui a réclamé d'organiser en urgence "les états généraux de l'université algérienne".⁶

III. La recherche de l'adéquation entre formation et emploi à l'université algérienne : le cas de l'université D^r. Yahia Farès de Médéa :

En effet, l'université algérienne est aujourd'hui à la croisée des chemins pour s'inscrire dans une démarche nouvelle qui tienne compte des nouvelles qualifications exigées par l'économie et les cursus d'enseignement dispensés aux étudiants à même de leur permettre d'acquérir les compétences exigées par le marché du travail.

Il s'agira donc de trouver les mécanismes à mettre en place pour faciliter l'insertion des sortants du système supérieur dans le marché du travail en leur donnant les qualifications suffisantes de leur employabilité dans leurs postes d'emploi.

Le système LMD dont les résultats n'ont pas encore fait l'objet d'évaluation, est supposé permettre de satisfaire aux nouvelles conditions imposées par l'environnement mondial et aux changements induits par la conjoncture économique nationale marquée par une plus grande ouverture sur l'Extérieur.

Cela suppose une plus grande ouverture de l'université sur son environnement économique local puis régional et national en réalisant, par exemple, des partenariats avec les opérateurs économiques publics et privés. Ce qui doit se traduire par l'implication des partenaires dans tous les processus de stages et de formation des étudiants en leur ouvrant les portes de leurs unités dans la perspective de leur recrutement.

Il n'est plus rationnel de se contenter à faire de la formation et de la délivrance de diplômes qui ne tiennent pas compte de la réalité de l'environnement économique où certains profils sont considérés comme ceux de l'avenir, notamment ceux concernant les domaines de la robotique, les énergies renouvelables, les technologies spatiales, le numérique, les nanotechnologies, etc.

Il est donc pressant pour que soit dépassée la vision basée sur le seul aspect quantitatif de la formation universitaire qui voit chaque année des cohortes de sortants sans réelles possibilités de débouchés et aller vers une démarche où doit prévaloir l'aspect qualitatif afin que le diplôme devienne un

véritable gage de savoir et de connaissances pour son détenteur à même de lui permettre une insertion rapide dans le monde du travail.

Il convient à ce niveau de la réflexion de signaler que l'expérience récente mise en œuvre par l'université de D^r.Yahia Farès de Médéa de créer conjointement avec l'antenne locale de l'agence nationale de l'emploi des jeunes une maison de l'entrepreneuriat au niveau de pôle universitaire, est à suivre avec intérêt. La décision de ce partenariat participe d'une démarche visant à encourager les porteurs d'idées de projets dans les différents domaines du savoir et de la connaissance. La collaboration de l'agence consiste à accompagner les projets intéressants jusqu'à leur maturation et à assurer la couverture financière de leur concrétisation.

L'initiative qui a été bien accueillie n'exclue d'ailleurs pas les enseignants et les encadreurs de mémoire de fin d'études d'être partie prenante du projet pour bénéficier des avantages consentis en faveur du projet retenu par la maison de l'entrepreneuriat.

Ainsi, cette idée de financement via l'ANSEJ est aussi un mécanisme qui vient conforter les ambitions des étudiants en fin de cursus pour pouvoir se lancer dans la réalisation de leurs projets et par conséquent de créer de l'emploi et de la richesse.

L'ouverture d'une filière d'entrepreneuriat doit contribuer à la créativité des étudiants en leur apprenant les mécanismes relatifs à l'entrepreneuriat et à la gestion de leurs projets, en forgeant chez eux la culture de l'initiative et en leur apprenant aussi à aller au bout de leurs idées. Il s'agira par exemple d'encourager les idées innovantes en rapport avec l'artisanat, l'e-commerce, le développement durable, l'industrie de pointe, etc.

Pour revenir à la problématique de l'emploi-formation, nous nous intéressons à la question à partir de quelques données statistiques d'ordre macroéconomique publiées par les organismes publics spécialisés. Dans ce cadre, il y a lieu de rappeler que notre économie est assise sur les revenus générés par les hydrocarbures qui, rappelons-le, représentent près de 98% de nos exportations. Le produit intérieur brut(PIB), agrégat macroéconomique mesurant la richesse créée pendant une année, a été de l'ordre 188,6 milliards

de dollars en 2012. Et que les réserves de change ont atteint 190 milliards de dollars selon la Banque d'Algérie.

Les dernières publications relatives à la population et l'emploi de l'Office national des statistiques (ONS) s'établissent ainsi qu'il suit :

- Population au 1^{er} janvier 2013: 37,9 millions.
- Taux de chômage: 10% environ.
- Population active: 11,5 millions en 2012.
- Population occupée dans l'informel : 50%.

Le chômage touche plus particulièrement la catégorie des jeunes, c'est un fléau qui est d'ailleurs constaté dans la quasi-totalité des pays du monde. Il est 3 à 4 fois plus important que celui des adultes. Le phénomène du chômage concerne plus particulièrement les primo-demandeurs parmi la catégorie des moins de 35 ans.⁷

A propos des cursus universitaires:

Il convient de faire remarquer que les métiers pour lesquels l'université forme ne sont pas en adéquation avec la demande, d'autant que l'Algérie a beaucoup perdu de son potentiel industriel des suites de fermetures de plusieurs unités de production. L'ouverture de l'économie a donc été pour beaucoup dans l'importation de marchandises et de produits de bazar. En d'autres termes, l'Algérie a contribué à maintenir l'emploi chez ses fournisseurs au détriment de sa main-d'œuvre locale.

Parmi les implications de cette politique encourageant les importations au détriment de l'investissement de substitution, il y a celui de l'incapacité de l'économie à créer des emplois à même d'éponger les flux de sortants du système de formation universitaire. Car, comme le fait remarquer le professeur Abdelhak Lamiri dans une tribune publiée dans le quotidien El-Watan du 07/10/2013, à propos de nos importations qui ont atteint 60 milliards de dollars : « nous avons un secteur de production atrophié, trop petit par rapport aux besoins de la population. Nous disposons de quelques 670.000 PME/PMI, alors qu'une économie comme la notre nécessite au moins 1.500.000... Nous avons un retard énorme dans ce domaine comblé par l'importation. »⁸

Selon le même expert, il y a nécessité de revoir certains mécanismes de gestion pour asseoir une économie productive de substitution de l'importation en revoyant le foncier, les crédits, la bureaucratie, la stratégie et le développement humain.

L'université algérienne qui a pour mission de former des compétences, a aussi pour responsabilité de former des diplômés capables de devenir des entrepreneurs qui s'investissent dans la vie économique.

L'Etat auquel revient le rôle de mettre en place les stratégies de développement du pays, pourra lancer des projets structurants de travaux publics, de constructions de barrages et d'infrastructures routières et ferroviaires, industries pharmaceutiques et technologies de pointe, énergies renouvelables, recherche-développement, secteurs à même de mobiliser les compétences nationales qui sortiront des universités et du système de la formation professionnelle.

C'est à ce prix que le pays réduira sa dépendance de l'extérieur pour son approvisionnement par la création de nouvelles sources de richesses en comptant sur ses propres compétences et en valorisant ses ressources humaines pour sortir de la dépendance des hydrocarbures et de la rente.

Conclusion

L'adéquation entre la formation reçue et l'emploi visé n'est en effet, pas l'objectif premier du jeune détenteur d'un diplôme, qui recherche plutôt un 'bon emploi,' comme le montrent notamment les études de Stéphane Beaud et d'Henri Eckert. L'urgence à décrocher un emploi stable peut ainsi conduire un jeune à saisir la première opportunité. N'oublions pas enfin que le jeune peut avoir choisi par défaut sa filière de formation. L'adéquation formation-emploi n'est pas non plus toujours le principal critère de recrutement des entreprises : l'influence des réseaux familiaux dans l'obtention du premier emploi n'a pas diminué pour les salariés les moins qualifiés et pour les autres on assiste depuis plusieurs années au développement des curriculum vitae, des lettres de motivation et des entretiens d'embauche. Les entreprises peuvent d'ailleurs avoir intérêt à trouver les compétences dont elles ont besoin chez des individus ne les ayant pas acquises par leur formation, ce qui permet de réduire leur coût salarial. La relation formation-emploi est également « introuvable » en raison d'une

évolution de la structure des offres d'emploi faites aux jeunes, plus rapide que celle de la structure des sorties par niveau et spécialité de formation.

L'université algérienne doit s'ouvrir sur son environnement économique local puis régional et national en réalisant des partenariats avec les opérateurs économiques publics et privés. Ce qui doit se traduire par l'association des partenaires qui doivent être impliqués dans tous les processus de stages et de formation des étudiants en leur ouvrant leurs unités dans la perspective de leur recrutement.

Il n'est plus rationnel de se contenter à faire de la formation et de la délivrance de diplômes qui ne tiennent pas compte de la réalité de l'environnement économique où certains profils sont considérés comme ceux de l'avenir tels que la robotique, les énergies renouvelables, les technologies spatiales, le numérique, les nanotechnologies, etc.

Il est donc pressant pour que soit dépassée la vision basée sur l'aspect quantitatif de la formation universitaire pour aller vers une démarche où doit prévaloir l'aspect qualitatif afin que le diplôme devienne un véritable gage de savoir et de connaissances pour son détenteur à même de lui permettre de s'intégrer rapidement dans le monde du travail.

La décision prise par l'université de D^r. Yahia Farès de Médéa de créer conjointement avec l'antenne locale de l'agence nationale de l'emploi des jeunes une maison de l'entrepreneuriat au niveau de pôle universitaire participe de la démarche visant à encourager les porteurs d'idées de projets dans les différents domaines du savoir et de la connaissance. La collaboration de l'agence consistera à accompagner les projets intéressants jusqu'à leur maturation et à assurer la couverture financière de leur concrétisation.

L'initiative qui a été bien accueillie n'exclue pas les enseignants et les encadreurs de mémoire de fin d'études d'être partie prenante du projet pour bénéficier des avantages consentis en faveur du projet retenu par la maison de l'entrepreneuriat.

Ainsi, cette idée de financement via l'ANSEJ est une nouveauté qui vient conforter les ambitions des étudiants en fin de cursus pour pouvoir se lancer dans la réalisation de leurs projets et par conséquent de créer de l'emploi et de la richesse.

Références bibliographiques :

¹ الجليلي عياد غلام الله، النظام الجامعي تنظيمه و تسييره، مذكرة ماجستير، تخصص علوم اقتصادية، كلية العلوم الاقتصادية وعلوم التسيير، جامعة الجزائر، 2005، ص 64.

² Association Des Université Africaine, Plan Stratégique De L'AUA 2011 – 2015, www.aau.org.

³ kitsoro Firmin C. KINZOUNZA, L'université africaine face aux défis et enjeux actuels de développement du continent: Comment l'université peut-elle servir de moteur de développement en Afrique? Tanger (Maroc) 25 – 27 Février 2013, p 03.

⁴ Programme de travail « Éducation et formation 2010». Conseil de la commission des communautés européennes – SEC (2005) 1415.

⁵ Hocine CHERHABIL, La relation FORMATION – EMPLOI DANS L'administration publique algérienne, Alger, Mai, 2001 , p p 2, 3.

⁶ Abdou Semmar, www.algerie-focus.com, 01.mars.2013, 11h, p03.

⁷ <http://www.ons.dz/>

⁸ <http://www.elwatan.com>